

GAILLON

## POUR LES GENDARMES. Un outil « facilitateur » d'enquêtes

Ce lundi-là, l'adjudant-chef Steve Moulin, l'un des deux référents sûreté de la Gendarmerie de l'Eure, a garé sa voiture place Aristide-Briand. « Je viens faire les relevés sur le terrain avant le déclenchement de la deuxième phase du déploiement de la vidéoprotection sur la commune de Gaillon », explique-t-il.

Gaillon dispose de ce système depuis 2012 et compte actuellement une vingtaine de caméras. D'ici la fin de l'année, la municipalité compte déployer 16 caméras supplémentaires et porter son nombre de secteurs vidéoprotégés à 20 sur son territoire.



L'adjudant-chef Steve Moulin est l'un des deux référents sûreté de la Gendarmerie de l'Eure à accompagner les communes dans l'installation des systèmes de vidéoprotection. L'impartial

### Accompagner les communes

Pour accompagner les communes dans l'élaboration de leurs projets, « nous sommes deux gendarmes et un policier référent pour la zone police à travailler sur le sujet de la vidéoprotection », poursuit Steve Moulin.

« Notre rôle est de faire une balance entre les attentes des élus et les besoins réels de la gendarmerie sur le terrain. Ce n'est qu'après notre validation que les projets deviennent éligibles à subventions », indique l'adjudant-chef Moulin.

### Intérêts stratégiques

Toutes les communes n'ont donc pas les mêmes besoins : « Si Le Val d'Hazey compte une centaine de caméras et un réseau très développé, cela s'explique par la présence de la gare et de grands axes structurants du territoire. Ce ne sont pas les mêmes enjeux que sur des communes plus rurales, où les faits sont moins fréquents. » A l'inverse des communes aux territoires très étendus qui sont parfois plus difficiles à couvrir à la fois en termes financiers et d'intérêt stratégique pour les gendarmes.

CHAMPENARD

## 300 HABITANTS ET 10 CAMÉRAS. Le maire attend la vidéoprotection d'ici l'été

C'était annoncé lors des vœux du maire, l'arrivée de la vidéoprotection à Champenard devrait être effective d'ici l'été. « J'espère qu'elle arrivera en juin. Nous n'attendons plus que les subventions », explique David Pollet, maire du village de 300 habitants.

Pour celui qui est, dans le civil, chef d'une police municipale, le déploiement de la vidéoprotection dans le village du plateau de Madrie est devenue une nécessité il y a un an.

« Il y a eu plusieurs facteurs : la commune a été victime d'actes de dégradations violentes gratuits sur le mobilier urbain et les bâtiments communaux. On sait que dans ce genre d'affaires, déposer plainte sans éléments ne permettent pas aux enquêtes d'aboutir. Alors on s'est dit que les caméras auraient un effet dissuasif. »

« Il y a aussi la volonté d'être dans la prévention de la délinquance et d'apporter un sentiment de sécurité à nos administrés », indique le maire qui tient à rassurer : « Il ne s'agit pas de faire du filage. Les images ne seront vision-



David Pollet, maire de Champenard attend l'arrivée de la vidéoprotection. L'impartial

nées qu'en cas de besoin, sur réquisition de la gendarmerie par moi et deux de mes adjoints. »

### Trois points, dix caméras

Après des échanges avec les habitants et la venue du référent sûreté à Champenard, un projet a été établi : « Il y aura trois points de vidéoprotection sur la commune et dix caméras seront situés au niveau du city-stade et de la salle communale pour la première, sur la place de la mairie, pour la deuxième, et la dernière sera située rue de Beauchêne, à l'entrée de la commune. » Ces caméras

contrôleront aussi le flux de circulation », précise le maire.

Côté finances, l'installation de la vidéoprotection est évaluée à 21 108 euros HT. « Nous attendons des subventions de la DETR, du Département et une aide du fonds de concours de l'Agglo », détaille l'élu qui évalue le reste à charge pour sa commune à un peu plus de 4 000 euros.

David Pollet, parlant de son expérience de policier municipal, espère que l'arrivée des caméras sur sa commune incitera ses voisins à en faire autant. « Il faut que ça fasse tâche d'huile pour permettre à la gendarmerie de disposer d'un outil efficace. »

### Et ailleurs

#### Dans le canton

Dans cette optique, plusieurs communes du canton de Gaillon ont annoncé leur souhait de passer à la vidéoprotection. On peut citer parmi elles Saint-Pierre-la-Garenne, Clet Vallée d'Eure quand d'autres, comme Villers-sur-le-Roule ou Gaillon (lire par ailleurs), souhaitent la renforcer dans les mois qui viennent.

● **Pierre Boissonnat**

Lors du montage de ces projets, « j'interviens également pour que toutes les dispositions réglementaires soient prises en compte par les municipalités. Il faut s'assurer que cela soit bien fait pour que les images soient utilisables par la justice », souligne Steve Moulin.

Sur la zone gendarmerie de l'Eure, « au moins 70 communes sont équipées de caméras ». Un maillage territorial qui est amené à se développer : « En général quand une commune commence à monter son projet, les voisins y passent rapidement », poursuit le gendarme. Et d'ajouter : « Les mentalités changent petit à petit. Cela va plus vite dans l'Est de l'Eure du fait de l'arrivée de personnes originaires de la région parisienne qui ont déjà cette culture et l'habitude de la présence de caméras. Il y a plus de réticences à l'Ouest d'évieux où les gens se sentent plus à l'écart des phénomènes de délinquance ».

### Ne pas consulter les images, une faute

Pour lui, les images produites par la vidéoprotection sont des outils indispensables à la résolution des enquêtes : « Si les

faits sont commis sur la voie publique et à proximité d'un point de vidéoprotection, ce serait une faute de ne pas consulter les images. La présence de caméras doit être accélératrice et facilitatrice d'enquêtes, notamment dans des affaires de cambriolages et concernant les accidents de la route. »

Si les autorités mettent en avant le caractère « dissuasif » de la vidéoprotection, Steve Moulin n'est pas dupe : « On sait aussi que cela provoque un déplacement de la délinquance vers d'autres secteurs. »

Du côté de la compagnie de Gendarmerie de Louviers dont dépend Gaillon, la cheffe d'escadron Pascaline Tesio indique que ses équipes utilisent « au moins une fois par semaine » les images produites par les caméras pour les besoins d'enquêtes. « C'est difficile de quantifier exactement le nombre d'enquêtes résolues grâce à la vidéoprotection. Par exemple cela nous a permis, sur le secteur de Pacy, de résoudre un vol à l'arraché », cite-t-elle. Avant d'ajouter : « Cela nous sert pour faire des recoupements et des vérifications de faits. »

● **Pierre Boissonnat**